



LES DÉMARCHES ACHATS RESPONSABLES ET LES PME



Dix ans après l'effondrement d'ateliers textiles au Bangladesh, drame qui révélait au monde les ravages de la « mal-fringue », la notion d'achat responsable est devenu un sujet pour les entreprises. Au-delà des étiquettes et du prix facial existe un coût complet, tenant compte du coût social et environnemental. C'est une question de conviction, de législation, de cohérence ou de pression des donneurs d'ordre.

Cette transposition de la RSE dans le métier des achats est récente mais, tirées par leurs clients et poussées par les nouvelles législations*, les petites et moyennes entreprises commencent à **évaluer leurs fournisseurs et le coût complet, social et environnemental, de leur produit ou service**. Cette démarche vertueuse peut même créer de l'emploi, doper la rentabilité, voire stimuler l'innovation.

* le devoir de vigilance s'applique depuis 2017 aux grandes structures, mais les lois Agéc en 2020 et climat et résilience en 2021 concernent aussi les PME

Grant Thornton a publié les résultats d'une enquête Opinionway où la mise en place d'une cartographie des risques RSE par famille d'achats ou par fournisseurs est essentielle. C'est la raison pour laquelle Codinf propose à ses adhérents un webinar sur le thème « **RFAR, un label RSE accessible aux PME** » le 20 juin

Faites-vous connaître si vous êtes intéressé car il y a déjà une dizaine d'inscrits et les places sont limitées...

BAROMÈTRE TRIMESTRIEL MAI 2023

Les indicateurs de trésorerie (récente, actuelle et future) sont en amélioration. L'indicateur relatif à la situation actuelle dépasse légèrement sa moyenne d'avant crises.

63 % des PME / TPE ont fait appel à un organisme de crédit pour financer leur trésorerie, soit un niveau toujours nettement inférieur à sa moyenne d'avant pandémie (73 % sur la période T1 2017 - T4 2019).

Parmi elles, 17 % déclarent avoir rencontré des difficultés d'accès au financement courant, proportion plus faible qu'avant la pandémie (20 %).

Selon la Banque de France, alors que le **taux d'obtention des crédits** a augmenté pour les PME, celui pour les TPE a diminué, restant toutefois proche du niveau d'avant pandémie.

Parmi les PME / TPE ayant répondu à l'enquête et ayant souscrit un **Prêt Garanti par l'État**, 62 % l'ont utilisé en grande partie, voire en totalité. 18 % des PME / TPE ont déjà remboursé leur prêt en intégralité ou comptent le faire d'ici la fin de l'année (+2 points sur le trimestre). Une large majorité (73 %) pensent en revanche l'amortir sur plusieurs années. 9 % redoutent ne pas être en mesure de pouvoir le rembourser (+2 pts sur le trimestre mais stable sur un an).



BILAN DE L'ACTION DES COMMISSAIRES AUX RESTRUCTURATIONS ET À LA PRÉVENTION DES DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES

En raison du Covid et de la crise de l'énergie, les demandes d'accompagnement des entreprises par les services du ministère de l'Économie ont augmenté de plus de 60% l'an dernier.

En 2022, les Commissaires ont accompagné 3 212 entreprises. Parmi elles, près des 2/3 (63%) proviennent de l'industrie manufacturière. Une attention particulière a été portée aux firmes industrielles, qui s'est traduite par l'accompagnement de 1 815 établissements. Les PME représentent 57% des entreprises accompagnées et 26% concernent les très petites entreprises de moins de 10 salariés, suivies des entreprises de taille intermédiaire (ETI) à hauteur de 16%. L'accompagnement des grands groupes reste exceptionnel : moins de 1% des cas traités.

C'est en **Nouvelle Aquitaine**, plus vaste région de France et au tissu économique dense, que l'on compte le plus d'entreprises accompagnées, au nombre de 433. Mais les Commissaires ont également été fortement mobilisés dans le reste de la France : ainsi la **Normandie** avec 367 entreprises, 313 dans le **Grand Est** ou encore 280 en **Auvergne-Rhône-Alpes**.

Les crises successives ont affecté les filières industrielles exposées à la conjoncture internationale. À ce titre, 431 structures ont bénéficié du fonds de solidarité mis en place lors de la crise **Covid** et 605 ont été accompagnées en raison des conséquences du conflit en **Ukraine**, qui a créé de fortes tensions sur le commerce extérieur et sur certains approvisionnements.

L'année 2022 s'est conclue par une **crise énergétique** qui a engendré une augmentation massive des prix, notamment du gaz et de l'électricité. Sur l'ensemble du territoire, 452 ont bénéficié d'un accompagnement à cet égard. 101 entreprises sont à la fois suivies au titre de l'impact du conflit en Ukraine et de la hausse du coût de l'énergie sur leur modèle économique.

PRÉSENCE DU CODINF AUPRÈS DES ORGANISMES PARTENAIRES

- Comité de labellisation « Relations Fournisseurs et Achats Responsables » des 11 et 30 mai

RETARDS DE PAIEMENT FOURNISSEURS SANCTIONNÉS PAR LA DGCCRF (SUITE)

Montant sanction (en €)	Raison sociale	Siret	Date
218 000 €	AON FRANCE	41457224800279	17/05/2023
200 000 €	MCDONALD'S France	72200393602320	04/05/2023
100 000 €	ALLIANCE AUTOMOTIVE France	53851504000011	04/05/2023
75 000 €	ABEILLE ASSET MANAGEMENT, absorbée par la société OFI INVEST ASSET MANAGEMENT	38494034200031	04/05/2023
67 000 €	CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE BRETAGNE - PAYS DE LOIRE (CEBPL)	39264009003754	17/05/2023
55 000 €	ZAMBON France	43558009700069	04/05/2023
45 000 €	AXA INVESTMENT MANAGERS	39305182600054	04/05/2023
40 000 €	HELLIO SOLUTIONS	74989121400092	04/05/2023
40 000 €	SAS CHARIER TP	34369137400015	17/05/2023
34 000 €	CAPSUGEL FRANCE	61205051800036	16/05/2023
26 000 €	CS COMLANDI	81160701900031	04/05/2023
15 000 €	DELTA METAL	3522566800016	17/05/2023
15 000 €	PRADA RETAIL France	33073007800129	04/05/2023
10 000 €	GUELT INDUSTRIES SARL	40119037600012	16/05/2023
8 000 €	HIGH TECHNOLOGIES DETECTION SYSTEMS (HTDS)	44027396900038	17/05/2023
7 000 €	LEBLANC ILLUMINATIONS	72200393602320	17/05/2023
6 000 €	GUINEL DISTRIBUTION	31506450100010	17/05/2023
6 000 €	VAL'ERGIE	80473441600022	16/05/2023
4 000 €	MANUFACTURE FRANCAISE DU CYCLE	79177122300017	17/05/2023
2 000 €	GIRPI	71980324900031	04/05/2023

Rappel : si une entreprise amendée fait partie de vos clients et qu'elle vous paie en retard, rappelez-lui lors de vos relances que la récidive risque de lui coûter fort cher !



GROS-PLAN SUR LES DISPARITIONS D'ENTREPRISES PAR RAPPORT À 2019

Nous vous alertions en avril 2022 sur la hausse des radiations en France et, le mois dernier, sur celle des défaillances. Nous avons regroupé les deux et vous présentons les évolutions des secteurs les plus marquées depuis « l'avant crises. »

